



Les fonctionnaires des impôts et du trésor En grève en en manifestation le 10 Juin.

Les agents de la nouvelle Direction générale des finances publiques (Dgfp) seront en grève le 10 Juin 2008. Depuis le 15 Mai, la mobilisation n'a pas cessé au sein de la Dgfp. La mobilisation a pris de nombreuses formes : distribution de tracts au public, grève, piquets de grève, interpellation des élus, point presse, rassemblement, assemblées générales...

Depuis le 15 mai, 15 à 20 département en moyenne, beaucoup plus lors des temps forts (22 mai, 29 mai, 5 juin notamment) se sont mobilisés tous les jours pour mener ces actions. L'administration et le Ministère ont beau mettre en avant un taux de grévistes présenté comme minoritaire (bien qu'il se soit élevé à 44 % le 15 mai, une mobilisation de grande ampleur), personne ne peut nier que les inquiétudes et que le mécontentement sont réels et profonds.

C'est bien la marche forcée que l'on veut imposer à toute la fonction publique (et notamment la Dgfp, premier pan de la très contestée « *révision générale des politiques publiques* ») qui doit être stoppée. Plus de mobilité subie, plus de précarité, moins de garanties pour le citoyen comme pour le fonctionnaire, telle est le sens du projet gouvernemental. La Dgfp se trouve au premier rang de ce changement de cap. Le projet de loi concrétise cette marche forcée et constitue la première grande attaque contre le statut de la fonction publique en imposant, notamment, une flexibilité et une mobilité subie qui suscite une vive opposition des fonctionnaires.

Les agents des impôts et du trésor défendront leur statut de fonctionnaires, car il garantit une égalité de traitement et une neutralité dans l'exercice de leurs missions comme dans l'accès aux emplois publics, ils défendront une administration fiscale, foncière et de la gestion publique réellement présente sur le territoire et au service de l'intérêt général.

Les agents de la Dgfp seront en grève et participeront en manifestation :

- Pour le retrait de loi sur la mobilité,
- Pour la défense de la fonction publique et de son statut,
- Pour l'arrêt des suppressions d'emplois
- Pour une réouverture immédiate des négociations à la Dgfp.

L'Union SNUI/SUD Trésor demande à MM Woerth, Ministre du budget et des comptes publics (donc de la fusion « impôts/trésor » et des emplois publics) et de la fonction publique (donc de la mobilité) et Parini (Directeur général de la Dgfp) d'accéder, enfin, à ses revendications.